

Investir éthique est **salutaire**

Il existe de nombreuses manières de mettre un peu d'éthique dans ses investissements en Belgique, moins par le biais des comptes d'épargne que celui des fonds de placements ou des investissements directs.

Texte Frédéric Lejoint

Historiquement, la Belgique a été un pays pionnier dans le domaine de l'investissement éthique. Dès le début des années 90, la Banque Bacob (intégrée par la suite dans Artesia, puis Dexia, et aujourd'hui Belfius) avait fait de ces types de produits un des axes de sa stratégie commerciale. L'offre éthique s'est par la suite développée chez les autres grands banquiers, que ce soit par le biais des comptes d'épargne, des comptes à terme ou par le biais des fonds de placement. Mais que faut-il penser exactement de l'offre aujourd'hui disponible en Belgique ?

En matière de comptes d'épargne et de comptes à terme, l'offre éthique s'est réduite à peau de chagrin ces dernières années. Avec la disparition du compte Cigale proposé par BNP Paribas Fortis au début de cette année, il n'existe plus en Belgique que deux institutions bancaires qui proposent des comptes d'épargne liés à des engagements éthiques quant à l'utilisation qui sera faite des sommes déposées : ceux proposés par la Banque Triodos (voir encadré p. 172) et le Spaarplus Rekening proposé par la banque flamande VDK Spaarbank.

Une des manières les plus faciles d'investir éthiquement consistera souvent à acheter un fonds de placement éthique.

Fonds de placement

Les intermédiaires financiers proposent ainsi des centaines de produits ISR (Investissement Socialement Responsable) qui permettent en principe d'avoir une certaine assurance quant à l'utilisation des fonds. Dans la pratique, c'est toutefois moins clair. Nous avons été interroger Laurence Roland du Réseau Financité, une des organisations les plus actives dans le domaine de l'investissement éthique en Belgique.

« Nous publions chaque année un rapport sur l'investissement socialement responsable en Belgique (disponible librement sur le site : financite.be), dans lequel

nous passons au crible l'ensemble des fonds qualifiés comme étant éthiques auprès des différentes institutions financières », souligne Laurence Roland (Réseau Financité). « Et nous constatons à chaque fois que la différence est vraiment énorme entre les différents produits disponibles. »

« Le problème est qu'il n'existe pas vraiment de norme éthique définie par la loi sur ce qui constitue un investissement socialement responsable (ISR). C'est un terme qui recouvre actuellement un peu tout et n'importe quoi. » Des projets visant à fixer la définition d'ISR ont déjà existé par le passé. « Mais à chaque fois, soit le gouverne-

ment est tombé, soit le projet n'a pas pu être mené à son terme avant la fin de la législature. C'est un travail qui devra être recommencé avec la nouvelle équipe à la tête du pays, car nous n'avons que peu de confiance dans la capacité du secteur bancaire à s'autoréguler dans ce domaine. » Seule une petite vingtaine de fonds ISR (sur les 300 commercialisés en Belgique) obtient ainsi une note supérieure à 20 %.

Vous avez dit éthique ?

Mais comment définir exactement ce que recouvre le terme « éthique » ? « L'investissement éthique consiste à ajouter des cri-



« L'investissement éthique consiste à ajouter des critères extrafinanciers lorsque nous examinons l'opportunité d'investir dans la dette d'un État ou dans les actions/obligations d'une entreprise par exemple. »

Laurence Roland, Réseau Financité

tères extra-financiers (de nature sociétale, environnementale, etc.) lorsque nous examinons l'opportunité d'investir dans la dette d'un État ou dans les actions/obligations d'une entreprise. Cette couche s'ajoute à l'analyse traditionnelle des critères financiers. Nous nous distancions également des critères de moralité (par exemple pour investir dans les producteurs de produits contraceptifs) qui dépendent souvent de critères nationaux ou qui sont liés à une époque bien précise », souligne Laurence Roland (Réseau Financité). Par exemple, un fonds éthique allemand exclura souvent l'investissement dans les producteurs d'énergie nucléaire, alors qu'un fonds français ne le fera pas. Chez les banquiers, la logique est toutefois différente. Les services spécialisés dans l'ISR ont fortement gonflé ces dernières années, non pas en raison d'un engouement délirant de la part des particuliers (c'est plutôt le contraire qui s'est produit suite à la crise financière), mais parce que les clients institutionnels ont été de plus en plus demandeurs d'une gestion des risques dans leurs investissements qui prenne en compte ces problématiques, notamment suite au problème rencontré par British Petroleum lors de l'explosion de sa plateforme pétrolière dans le Golfe du Mexique. Les institutionnels (compagnies d'assurance, fonds de pension, etc.) représentent aujourd'hui environ 80 % du marché ISR en Belgique.

Best of Class

Cela s'est traduit chez les gestionnaires d'actifs par le développement d'approches Best In Class, qui permettent de proposer avec le label ISR des produits qui investissent dans les sociétés qui réalisent les meilleurs scores sur un secteur en matière de respect de critère sociétaux ou environnementaux, même s'il s'agit de groupes automobiles ou de groupes pétroliers. L'accueil de ces fonds dans le grand public a été relativement tiède.

Il existe depuis longtemps en Belgique un label éthique (appelé Ethibel) qui utilise des normes



Funds For Good versera 50 % de son bénéfice ou 10 % de son chiffre d'affaires vers Generation For Good, un fonds philanthropique qui a été ouvert auprès de la Fondation Roi Baudouin.))

Nicolas Crochet, Funds For Good

assez poussées. Le problème est que les banques ont petit à petit décidé d'internaliser ce service et de faire les contrôles en interne, avec pour conséquence une baisse de la transparence vers l'extérieur. « En outre, pour bon nombre de gestionnaires, les services ISR sont aujourd'hui assurés à partir de l'étranger, par exemple à partir de Paris pour BNP Paribas Fortis ou à partir d'Amsterdam pour ING », constate Laurence Roland

(Réseau Financité). « Il y a peu de transparence pour les investisseurs qui cherchent à placer leur argent en investissant dans les produits éthiques proposés par les diffuseurs intermédiaires bancaires, à l'exception de ceux proposés par la Banque Triodos. »

Sectoriel

À côté de ces fonds Best In Class, il existe également des fonds thématiques qui investissent par

Label sociétal de qualité

Lancé au milieu du mois d'octobre, le label Financité vise à donner des informations sur la destination de l'argent prêté dans les projets locaux. « Au-delà de la qualité éthique, notre objectif était de savoir si l'argent placé aura une utilité sociale ou environnementale sur l'économie réelle. Dans un premier temps, nous nous sommes intéressés aux coopératives et aux ASBL qui ont fait un appel public à l'épargne », souligne Laurence Roland (Financité), avec 11 projets qui ont été sélectionnés jusqu'à présent comme répondant aux exigences de qualité du Réseau Financité. « Ce label constitue également une manière de donner plus de visibilité à des projets locaux de qualité. Notre but sera ensuite d'étendre cette analyse à l'ensemble des produits financiers disponibles en Belgique », souligne encore Laurence Roland, comme les comptes d'épargne, les comptes à terme, les produits d'assurance-vie, les prêts, « voire une action cotée en bourse si elle s'avère avoir un objectif social ». Pour recevoir ce label, les produits devront financer des secteurs comme l'action sociale, la coopération Nord-Sud, la culture, l'éducation, l'environnement, la défense des droits de l'homme ou le développement local des territoires marginalisés.

Funds for Good

Funds For Good est un groupe financier indépendant créé en 2011 par des spécialistes du secteur bancaire. Il propose notamment un fonds d'investissement appelé Funds For Good Architect Strategy, un fonds qui vise la conservation du capital en limitant la prise de risque en s'exposant de manière flexible sur les actions ou les obligations. Jusqu'ici, rien de particulier donc. L'originalité du fonds vient toutefois de la manière dont il utilisera les commissions reçues des clients pour sa gestion quotidienne, puisque Funds For Good versera 50 % de son bénéfice ou 10 % de son chiffre d'affaires (si le groupe n'est pas bénéficiaire) vers Generation For Good, un fonds philanthropique ouvert auprès de la Fondation Roi Baudouin. Cette fondation s'engagera à co-financer (en compagnie de sociétés spécialisées en micro-finance) des projets lancés en Belgique par des chômeurs sous la forme de prêts d'honneur (prêts de fonds propre sans intérêt).

« Le problème est qu'il est parfois difficile de lancer une nouvelle activité lorsqu'on gagne moins de 1.000 euros par mois. Nous interviendrons par exemple pour avancer la garantie locative des bureaux dans lequel le chômeur souhaite installer sa nouvelle activité. Ceci se fait de manière transparente pour l'investisseur qui bénéficie d'un rendement intéressant tout en ayant l'assurance que son investissement aura un impact sociétal positif », souligne Nicolas Crochet (un des fondateurs de Funds For Good). Ce sont en tout environ 40 projets qui ont ainsi été financés par le gestionnaire depuis son lancement. Durant les derniers mois, l'actionnariat de Funds For Good a été renforcé par l'arrivée de Pierre-Olivier Beckers, l'ancien PDG du groupe Delhaize, le plus grand distributeur belge. Et le succès de la formule se confirmant, Funds For Good devrait prochainement lancer de nouveaux produits sur le même principe.

exemple dans les énergies renouvelables, mais le risque sera ici de s'exposer à un risque sectoriel pur. Les personnes qui avaient investi sur un fonds thématique exposé sur l'énergie solaire au milieu de la décennie précédente ont subi des pertes très importantes suite à l'écroulement de ce secteur. Après la crise financière, les coupes budgétaires ont retiré une grande partie du soutien public au financement de ces nouvelles formes d'énergie. Reste enfin nombre de gestionnaires internationaux qui ne proposent pas directement de fonds ISR, mais qui s'engagent à intégrer des critères ISR dans la gestion de l'ensemble de leurs fonds. « Pour ces produits, il est tout aussi difficile d'avoir une quelconque idée quant à la manière dont ces

processus sont traduits dans la gestion des portefeuilles, ce qui conforte l'opacité du système », se désole Laurence Roland (Réseau Financité). « Un de nos principaux critères est de savoir exactement où va l'argent investi, et ce sont des informations qui sont très difficiles à obtenir. »

Directs ou privés

À côté de ces formes d'investissements éthiques accessibles à tous, il existe également bon nombre d'autres initiatives éthiques ou philanthropiques qui pourront être accessibles par le biais de certains banquiers privés. Un exemple est par exemple le fonds sociétal français Phitrust, proposé en Belgique par BNP Paribas Fortis Private Banking. Cette structure née en 2004 propose de financer des en-

NewB

Cette initiative née en 2012 vise à créer une nouvelle banque coopérative dans laquelle tous les citoyens peuvent devenir coopérateurs pour un montant de 20 euros. « Le Réseau Financité est un peu la cheville ouvrière derrière NewB », souligne Laurence Roland (Réseau Financité). « C'est une incarnation de notre vision sur la manière dont une institution bancaire devrait utiliser l'argent de ses clients. Le but de cette banque sera d'employer utilement l'argent de ses clients, et NewB est d'ailleurs en train d'interroger les personnes qui ont décidé de devenir coopérateurs pour déterminer quelles seront les utilisations possibles de l'épargne qui sera allouée à cette banque. » Pour autant, l'arrivée de NewB dans le paysage bancaire belge est encore loin d'être une réalité, notamment en raison des réticences des autorités de contrôle du secteur bancaire, dont la position publique est de viser notamment à une réduction du nombre de banques dans le pays. « Nous avons l'impression que l'objectif de la FSMA est de réduire le paysage bancaire à deux ou trois mégabanes, et de rendre donc le système encore plus sensible à un choc systémique. C'est une position contraire à tout ce qui est ressorti de la crise bancaire et qui s'oppose aux évolutions constatées par les régulateurs à l'étranger. NewB est un très beau projet qui répond à une demande du public et dix personnes en interne travaillent à l'aboutissement de ce projet. »

treprises en ayant la possibilité de participer directement à la vie de la société, en siégeant notamment dans les conseils d'administration. Animée par d'anciens dirigeants de grandes entreprises françaises, Phitrust a déjà investi dans plusieurs dizaines de projets en France et en Belgique.

Enfin, un autre segment qui a pris de l'importance ces dernières années est celui des investissements directs. Il s'agit généralement d'un appel à l'épargne en vue d'investir très concrètement dans un projet à l'échelle locale (construction d'éoliennes, etc). S'il était jusqu'ici quelque peu difficile de s'y retrouver dans ces projets, l'apparition d'un label Financité (voir encadré p. 170) devrait permettre à ces projets d'obtenir une meilleure visibilité dans le grand public.

Fondation Roi Baudouin

La Fondation Roi Baudouin (FRB) est un acteur très important dans le domaine philantro-

pique en Belgique, qui distribue annuellement plusieurs dizaines de millions d'euros en faveur de plusieurs milliers d'organisations à but social.

Elle est également à la pointe de nouvelles initiatives en matière d'investissement social, en vue de créer des liens entre les investisseurs et les acteurs sociaux, liens qui n'existaient pas vraiment auparavant puisque le financement de ces organisations se faisait essentiellement par les pouvoirs publics. Parmi les initiatives lancées par la FRB, il faut noter en particulier le fonds Venture Philanthropy lancé en 2009.

Il ne s'agit ici plus d'effectuer des dons sans attente d'un retour, mais d'accorder des financements avec une obligation de résultats, en intervenant ici plus directement dans la gestion de l'entreprise ou en sélectionnant les sociétés aidées sur la base de critères tels que les capacités de gestion des dirigeants. ■